

Toutes et tous en Grève le 19 janvier

Abandon des 47 suppressions d'emplois

- 31 C, -15 B et -1 A.

A noter qu'une partie des emplois d'agents d'exécution C, B et A financent la création de 7 emplois A+.



Alors que nos collègues ont accepté de dégrader leurs conditions de travail en palliant les vacances d'emplois et de récupérer la charge de travail, la direction décide de supprimer définitivement ces emplois vacants (- 11 emplois de catégorie C).

Du jamais vu !

Il n'y a pratiquement aucun service qui échappe aux suppressions d'emplois.

Pendant le 1^{er} confinement, le PCA a été traité. Toutes nos missions ont pu être exécutées dans les délais, notamment la campagne IR, la distribution des bons de secours pour les

trésoreries, nos missions auprès des collectivités, l'établissement des payes, le fonds de solidarité.

Les retards continuent d'être rattrapés.

Ce sont bien les agents d'exécution qui ont été à l'œuvre. Pourtant, ce sont eux qui subissent les suppressions d'emplois, qui contribuent aux créations de A+.

Comble du cynisme, il semblerait que la prime de caisse soit remise en cause pour certains collègues !

M le Directeur, arrêtez de supprimer ces emplois dont tous les services ont grand besoin (SPF, SIP, SIE, CDIF, PCE...) et où les agents qui par sens du service public acceptent de voir le cumul de leurs heures de travail à cause de la surcharge de tâche régulièrement écriés. Ce n'est pas acceptable.

On a le culot de nous demander de faire des efforts. On nous a expliqué pendant des années que nous étions soumis à des contraintes budgétaires.

Alors qu'à ce jour, le plan de relance, c'est :

- 200Milliards d'€ d'aides,

- 360Mds d'€ pour les prêts garantis par l'État.

A la clé, ce sont plans de licenciements sur plans de licenciements.

Ces sommes n'ont permis qu'un accroissement des revenus des actionnaires !

Nous disons aujourd'hui STOP !

Que l'État reprenne cet argent et développe l'emploi partout où c'est

nécessaire (établissements scolaires et universitaires, services de la santé, DGFIP par exemple).



Nous revendiquons :

- l'abandon immédiat des 47 suppressions d'emplois,
- un plan de recrutement massif pour ne pas laisser notre jeunesse dans la rue, sans emploi ou livrée à la précarité.
- le maintien de l'intégralité de la prime de caisse pour tous les agents de caisse en 2020.
- la prise en compte dans la fixation des objectifs de la gestion et du contrôle du fonds de solidarité.
- une augmentation de salaires de 200€ mensuels pour tous les agents A, B et C,
- le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat de 20 % au cours de ces 10 dernières années,
- la reprise de toutes les missions transférées au privé,
- la réouverture des services fermés !